Un bilan de la résistance palestinienne en 2008

le 23/12/2008 0:20:00 (2280 lectures)

En cette fin d'année 2008, le **Comité Action Palestine** se propose de faire le point sur la situation de la résistance palestinienne.

L'année écoulée a été, à beaucoup d'égards, caractérisée par la continuation et l'accentuation de la politique coloniale sioniste, et ceci dans toute la Palestine historique : extension des colonies juives, arrestations massives de palestiniens , expulsions et apartheid , attaques meurtrières de l'armée sioniste, blocus criminel à Gaza, collaboration des dirigeants de l'Autorité Palestinienne, division des principaux mouvements politiques palestiniens ; face à ces difficultés, les palestiniens ont poursuivi et accentué leurs actions de résistance aussi bien sur un plan politique- mobilisation contre le mur, contre le vol des terres, refus des expropriations, refus de capituler à Gaza, etc…- que sur un plan militaire : tirs de roquette à Gaza, détention du soldat Shalit, attaques contre une école militaire à Al-Quds, etc…

Mais, au delà de la description des événements qui constitue une part importante de cet exposé, il a paru primordial de **replacer les faits dans le contexte économique mondial actuel et dans une perspective historique**. Il apparaîtra alors que nous sommes probablement au début d'une nouvelle phase, au cours de laquelle la radicalisation de la résistance palestinienne, notamment au sein des territoires occupés en 48, sera concomitante à l'affaiblissement de la puissance occupante. Cette perspective est évidemment porteuse d'espoir pour tous ceux dont le vœu le plus cher est l'effondrement rapide de l'État Sioniste et de son entreprise génocidaire. Le CAP fait bien sûr partie de ceux-là.

1- La poursuite de la colonisation et de la répression sionistes

L'année 2008 a été marquée par la poursuite des agressions sionistes. L'armée d'occupation a perpétré plusieurs massacres comme par exemple celui de Gaza fin février qui a fait plus de 100 morts en moins d'une semaine, mais aussi des assassinats de citoyens et de leaders politiques, ou encore des arrestations massives, notamment des membres du Hamas et du Jihad Islamique en Cisjordanie. La colonisation sous toutes ses formes, se poursuit à un rythme effréné. La ville d'al-Quds est particulièrement menacée, car ses habitants sont délogés par l'intermédiaire de tout un arsenal de moyens administratifs et policiers, afin de laisser place nette à une judaïsation galopante. Les lieux saints musulmans sont particulièrement visés, la destruction de la Mosquée al-Aqsa et du Dôme du Rocher est désormais clairement envisagée par l'occupant. Il est difficile d'imaginer les conséquences d'un tel acte, qui serait sans précédent dans l'histoire contemporaine. Partout des bandes de colons terrorisent les Palestiniens l'activité meurtrière de ces milices se multiplie un peu partout en Cisjordanie, en toute impunité. Le blocus de Gaza se poursuit. Mais en dépit de son économie exsangue et de la situation humanitaire dramatique qui en résulte, en dépit du soutien indirect de la plupart des gouvernements arabes à son agresseur, Gaza ne se laisse pas dicter ses choix. Enfin, la situation se détériore encore pour les palestiniens vivant dans les territoires occupés en 1948. Alors que les agressions vis-à-vis des Palestiniens du Naqab sont continuelles sans jamais être révélées, les palestiniens d'Akka (St Jean d'Acre) ont vécu une flambée de violence de la part de colons juifs. En 2006, un rapport des services secrets israéliens précisait que les Palestiniens de 48 constituent un danger pour l'Etat sioniste. Les intimidations dont a été victime le député Palestinien à la Knesset, Asmi Bishara, obligé à fuir, sont révélatrices. D'autres organisations politiques sont touchées. Les responsables d'Ittijah (coalition d'organisations palestiniennes), que le CAP a rencontré en mars à Haïfa, nous ont affirmé que la plupart des institutions palestiniennes dans les territoires occupés en 48 sont menacées. Tous les Palestiniens s'entendent pour dire que l'objectif de ces menaces est de terminer l'épuration ethnique commencée en 1948, c'est-à-dire de chasser tous les Palestiniens qui vivent encore au sein de l'Etat sioniste. 60 ans après la Nakba et le génocide du peuple palestinien continuent (génocide est pris au sens de la définition de l'article II de la Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948). En guise de conclusion, citons Matan Vilnai, le ministre adjoint à la défense de l'état juif, dont les déclarations au moment du massacre de Gaza sont éloquentes sur les intentions sionistes : «plus les tirs de roquettes s'intensifient, plus grand sera l'holocauste subi par les Palestiniens»

2- La lutte politique inter-palestinienne

Face à cette colonisation, la situation sur la scène politique palestinienne n'a pas vraiment changé par rapport à l'année dernière; 2009 devrait être une année décisive.

Fin 2007 s'est tenu le congrès d'Annapolis: «un plan de paix» de plus que les sionistes et leurs alliés impérialistes agitent à la face du monde pour continuer leur politique de faits accomplis sur le terrain. En lieu et place de «paix», il s'agit bel et bien d'accords sécuritaires pour détruire la résistance palestinienne.

L'élément politique essentiel de l'année 2008 est la répression massive des résistants palestiniens en Cisjordanie, notamment ceux du Hamas, par les forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne : 515 prisonniers politiques sont détenus par celle-ci, l'emploi de la torture est généralisé. La collaboration avec l'ennemi sioniste a quasiment été officialisée par le clan au pouvoir en Cisjordanie. Ses forces de sécurité sont équipées et entraînées par les Américains. Un article récent publié dans le journal israélien Yediot Aharonot décrit parfaitement la collaboration très étroite entre les appareils sécuritaires israéliens et palestiniens, pour maintenir la clique dirigeante actuelle en Cisjordanie, après la fin du mandat officiel d'Abbas en janvier 2009. Le Hamas est devenu l'ennemi commun d'Israël et de l'Autorité Palestinienne. La détermination de cette dernière semble maximale pour éliminer le Hamas mais aussi réprimer le peuple palestinien si la situation l'exige. Les massacres de Gaza en février 2008 ne l'ont aucunement dissuadé de continuer les «négociations» avec les sionistes.

Cette trahison a atteint le point de non-retour: en août 2008, Abbas remettait en question le droit au retour en déclarant: «Je ne peux pas demander qu'Israël accepte tous les réfugiés, mais ça ne veut pas dire qu'aucun d'entre eux ne rentrera». Une lettre ouverte adressée à Abbas, et signée par 72 organisations (dont tous les partis politiques palestiniens, Fatah compris), rappelle notamment que ce droit est non négociable. Aucun dirigeant palestinien n'a la légitimité de le négocier au nom des réfugiés. Toutefois, malgré cette unité sur la défense du droit au retour, les divisions politiques demeurent très profondes. Il ne peut d'ailleurs en être autrement. Pour simplifier, il faut distinguer d'un côté ceux qui soutiennent la résistance comme le Hamas et le Jihad Islamique et, de l'autre, ceux qui soutiennent globalement la politique répressive et collaborationniste de Abbas. L'allégeance du leadership du FPLP à Abbas est totale, signe que ce parti autrefois leader de la résistance armée, a abandonné ses principes fondateurs. Des divisions sont également présentes au sein du Fatah où une polarisation croissante se développe entre le camp des nationalistes, fidèles à Yasser Arafat et le camp des pragmatiques, bénéficiaires d'Oslo et qui collaborent ouvertement avec l'occupant sioniste; les premiers considérant, à juste titre, les seconds comme des traîtres.

Face au bloc sioniste {Autorité Palestinienne et Israël}, le Hamas se maintient à Gaza, et les témoignages concordent pour dire que la sécurité y a été rétablie pour la population, malgré des conditions de vie très difficiles. Mais la marge de manœuvre du Mouvement de la Résistance Islamique est très étroite. En Cisjordanie, beaucoup de ses leaders et de ses militants ont été arrêtés soit par l'armée de l'occupant soit par les forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne. Le 19 Juin 2008, le Hamas a négocié une trêve avec l'Etat sioniste pour permettre un allègement des souffrances de la population. Depuis, la trêve tient bon et toutes les factions s'y conforment à Gaza, alors même que le blocus n'a pas été levé Elle a sans doute permis un réarmement du Hamas et des forces de la résistance à Gaza ; suite au non-respect de ses engagements par l'occupant, le Hamas a récemment décrété la fin de cette trêve.

Par ailleurs, le Hamas a répondu positivement aux tentatives de refonder l'union nationale palestinienne sous l'égide de l'Égypte. Les propositions de discussion étaient relatives à l'établissement d'un gouvernement d'entente nationale qui aurait la charge d'organiser des élections présidentielles et législatives, de reconstruire les services de sécurité et de réactiver l'OLP. Mais considérant d'une part la situation de collusion entre l'Autorité Palestinienne et Israël, et, d'autre part, le torpillage systématique de toute initiative de cette nature par ce dernier et ses alliés occidentaux, on peut sérieusement se demander à quoi aurait servi cette tentative de dialogue. Il est légitime aussi de se questionner sur la stratégie du Hamas. Veut-il faire la preuve que c'est l'Autorité Palestinienne qui refuse toute entente nationale? Ce dialogue s'inscrit dans la perspective de la fin du mandat de Abbas qui se terminera selon la constitution palestinienne en janvier 2009. Se conformant à la constitution palestinienne, Hamas veut des élections présidentielles en 2009 ; le clan Abbas veut quant à lui les repousser en 2010 pour qu'elles se tiennent en même temps que les législatives. Cette perspective est très inquiétante et il est très probable que la crise s'aggrave en 2009. En effet, il semble impossible que le leadership du Fatah fasse la moindre concession sur ce point (ce qui rejoint sa position sur la coopération sécuritaire), même si en apparence il se dit prêt à dialoguer. Là encore, il faut questionner la stratégie du Hamas d'aller jusqu'au bout de l'expérience institutionnelle mise en place lors du processus d'Oslo. Est-ce par respect pour la démocratie palestinienne à laquelle les dirigeants du Hamas paraissent particulièrement attachés?

3 – La résistance palestinienne

Malgré une certaine lassitude exprimée au sein de la population palestinienne en raison la colonisation qui s'étend, de la répression qui s'accentue, de la collaboration ouverte de l'Autorité Palestinienne avec l'occupant, et enfin du manque de perspectives politiques en général, la résistance de tous face à l'occupation se poursuit sans relâche. Il faut d'abord souligner que l'Autorité Palestinienne ne dispose d'aucun soutien populaire. Il est bon de rappeler ensuite la résistance quotidienne de tous pour continuer à vivre, la mobilisation sans relâche contre la construction du Mur, la lutte contre la judaïsation à al-Quds des Palestiniens qui restent dans leurs maisons coûte que coûte, la résistance des agriculteurs qui vont affronter les colons pour se rendre sur leurs terres, la résistance de tous ceux qui prient dans la rue ou aux check-points, la résistance de ceux qui à al-Quds font rempart de leurs corps pour empêcher les sionistes de profaner l'esplanade des Mosquées. Il ne faut pas oublier des opérations plus spectaculaires comme la destruction du Mur séparant Gaza de l'Egypte à Rafah en janvier 2008, alors que le blocus était à son paroxysme, ou encore les attaques conduites en bulldozer et en voiture à al-Quds très récemment, attaques spontanées qui montrent bien que la tension est très forte dans la population palestinienne.

La résistance armée a quant à elle été très active à Gaza jusqu'à la trêve. Plusieurs opérations armées d'envergure ont également été conduites avec succès, à Dimona en février et al-Quds en mars 2008, où un résistant s'est attaqué à une école militaire pour colons.

A Gaza, la trêve a été respectée par toutes les factions. Mais au moment où le dialogue inter-palestinien devait reprendre sous l'égide de l'Égypte, l'État sioniste fidèle à lui-même a rompu cette trêve et a mené des expéditions criminelles à Gaza. La riposte de la résistance a été immédiate par des tirs de roquettes. La trêve avait permis de réorganiser les forces armées qui avaient toujours affirmé qu'en cas d'attaque massive de Gaza, l'occupant sioniste serait surpris par l'ampleur de la résistance.

En revanche, la question de la résistance armée en Cisjordanie est plus problématique. Beaucoup de membres des brigades des martyrs d'Al-Aqsa (branche armée du Fatah) ont abandonné les armes et ont été intégrés aux services de sécurité de l'Autorité Palestinienne (partie des accords sécuritaires avec l'occupant). De nombreux résistants du Jihad et du Hamas ont été tués ou jetés en prison. Toutefois, il faut se rappeler que le Hamas avait déjà fait l'objet d'une forte répression (notamment en 1989), et il avait su s'en relever assez rapidement. Sa capacité à se reconstruire est-elle toujours intacte ? Attend-il le moment propice pour reprendre la résistance? A l'heure actuelle, il est difficile de se prononcer en faveur de telle ou telle hypothèse.

La détention du soldat sioniste Shalit est également un élément déterminant de la résistance. Elle permet de maintenir sur l'agenda politique la question cruciale des prisonniers. Le Hamas a établi une liste non-négociable d'environ 1000 noms de prisonniers à échanger ; y figurent notamment plusieurs responsables politiques de tous bords, l'ensemble des femmes et des enfants incarcérés, ainsi que les plus anciens détenus dans les geôles de l'occupation. Ce type d'action de résistance s'avère très payant. Il faut rappeler la victoire sur l'ennemi sioniste qu'a représenté l'opération Radwane en juillet dernier, pendant laquelle la résistance libanaise a obtenu la libération de plusieurs résistants libanais emprisonnés de longue date en Israël et la restitution de 200 dépouilles de martyrs, en échange du corps de 2 soldats sionistes capturés par le Hezbollah en juillet 2006. Après l'échec militaire de 2006 au Liban, l'opération Radwane constitue un coup très fort porté à l'entité sioniste, non pas militairement, mais psychologiquement, moralement, médiatiquement.

4 – La situation de l'Etat juif

Même si sur le terrain, l'occupant poursuit sans relâche sa politique coloniale et génocidaire, il est important d'analyser les indicateurs d'affaiblissement du sionisme dans l'Etat juif.

L'obligation de céder le terrain à Gaza en 2005 (même si l'emprise sioniste sur ce territoire ne s'est pas relâchée) est le premier indicateur. D'autre part le solde migratoire juif en Israël est négatif depuis plusieurs années et la bataille démographique est plus que jamais d'actualité. Maintenir une majorité juive est un objectif majeur pour l'Etat juif. Les menaces contre les Palestiniens des territoires de 48 et les récents évènements de Akka s'inscrivent dans ce cadre : poursuivre l'épuration ethnique pour sauvegarder la majorité juive.

A cela, il faut ajouter que le leadership politique sioniste a été soumis à de multiples scandales politico-financiers (et de mœurs…), ce qui a déstabilisé le gouvernement en place. Même si les deux derniers Premiers Ministres sionistes ne diffèrent en rien de leurs prédécesseurs pour ce qui est de l'attention qu'ils portent aux droits des Palestiniens, il est intéressant de noter que ce sont les premiers dirigeants civils de cet Etat. Olmert et Livni sont en effet très critiqués en interne car ils sont considérés comme des dirigeants faibles et peu expérimentés. Les gouvernements de coalition qu'ils sont obligés de constituer sont un autre facteur d'instabilité. Ceci dit, l'armée de l'état juif, qui a toujours conduit le processus colonial, n'a pas besoin du gouvernement pour poursuivre ses activités régulières d'occupation en Palestine.

En situation de conflit de grande intensité, la faiblesse du pouvoir civil a par contre des conséquences importantes, comme lors de la guerre contre le Liban en 2006. Déjà citée précédemment, la défaite militaire contre le Hezbollah en 2006 et l'échange de prisonniers qui a suivi en 2008 constituent en effet des indicateurs importants du net recul de l'Etat sioniste sur le plan militaire. Comme la guerre est le ciment de l'Etat juif, plusieurs projets d'agression sont en gestation, visant particulièrement 2 pays: le Liban et l'Iran. S'il mettait ses projets à exécution, ces nouvelles guerres pourraient lui être fatales en raison de la faiblesse de son leadership politique, d'autant plus que l'implication de la Russie (contre Israël) est à envisager, puisque des intérêts majeurs russes dans la région pourraient être menacés.

Enfin la crise économique mondiale pourrait conduire les USA à réduire leur soutien financier à l'Etat sioniste. Cette crise pourrait modifier complètement les équilibres mondiaux et faire que le Proche-Orient ne soit plus le principal foyer de tension mondial. Dans ces conditions, il semble désormais possible que soit posée la question du maintien d'une colonie occidentale aussi coûteuse.

Pour compléter le tableau, il est également intéressant de mentionner une étude américaine réalisée en 2008 sur la situation des États dans le monde: elle place Israël parmi les 60 pays au monde où les risques d'effondrement sont les plus élevés….(Is Israël one disaster to collapse ? 12/08/08 www.arabisto.com)

5- Replacer ces évènements dans une perspective historique

Pour replacer la période actuelle dans son contexte historique, nous pouvons dan un premier temps nous situer à court-terme et constater que l'année 2008 est la 8ème année depuis le début de la deuxième Intifada dite al-Aqsa. Sur ces 8 années, plus de 5500 palestiniens ont été tués, dont 1000 enfants et adolescents. 63 000 personnes ont été arrêtées et environ 12000 croupissent dans les geôles de l'occupant. Si les colons ont été chassés de Gaza, la colonisation en Cisjordanie se poursuit à une vitesse sans précédent et la judaïsation d'al-Quds se poursuit à un rythme effréné. La menace d'expulsion des Palestiniens restés chez eux en 48 se fait également plus précise. Face à cela, le soutien du peuple palestinien à la résistance, notamment armée, ne faiblit pas. Même si la population est fatiguée, la grande majorité du peuple ne veut plus des soi-disant négociations qui ne mènent à rien, sauf au pire. Elle dénonce aussi la corruption des bénéficiaires d'Oslo, notamment celle des hauts dignitaires du Fatah, qui est sur le devant de la scène nationale depuis 30 ans. Le peuple ne demande rien d'autre que la réalisation de ses droits historiques. Cela s'est traduit dans les urnes par la victoire du Hamas aux élections législatives en 2006. Ces dix dernières années ont donc conduit à rendre la scène politique palestinienne plus lisible. Ceux qui défendent actuellement les intérêts du peuple sont clairement identifiés. Globalement la tension est immense, en dépit de la lassitude. L'explosion populaire est certainement proche et, de toute manière, souhaitable. Comme nous l'a déclaré Jamal Juma de l'organisation palestinienne «Stop the wall», en mars dernier , il faut que le peuple relève la tête. La question est de savoir quelle forme prendra cette troisième Intifada et comment elle sera organisée.

6- La Nakba

L'année 2008, c'est aussi celle du 60ème anniversaire de la Nakba. Comment considérer la Nakba d'un point de vue historique? Comme le point de départ de la résistance palestinienne , ou comme une grande catastrophe ?

La résistance palestinienne a débuté bien avant la Nakba. Elle a commencé dès les premières vagues d'immigration juive en Palestine, que ce soit face à l'occupant britannique ou face aux milices sionistes qui s'organisaient pour faciliter les premiers vols de terre palestinienne par les colons. L'apogée de cette résistance fut la grande révolte de 1936 à 1939. La répression menée par l'occupant britannique fut terrible et lamina la résistance palestinienne. Complètement anéantie, cette résistance n'a rien pu faire pour s'opposer à la terrible épuration ethnique des années 47-48. Cette Nakba marque donc la fin d'une première vague de résistance héroïque, un évènement daté, dramatique, correspondant à l'éclatement et à l'exode du peuple palestinien; mais elle marque aussi le début d'une phase de reconstruction de la résistance dont l'objectif final est le retour sur la terre de Palestine. Cette reconstruction de la résistance n'est pas linéaire, elle a d'abord concerné les réfugiés dans les pays limitrophes, puis à partir du début des années 80, les Palestiniens de Cisjordanie, Gaza et al-Quds. En 2008, nous sommes à une période charnière de cette reconstruction. Quelle sera la prochaine étape sur l'ensemble de la Palestine ? La situation actuelle nous incite à penser que les Palestiniens des territoires de 48 joueront un rôle essentiel dans les phases suivantes. La plupart des Palestiniens de 48 rencontrés témoignent que leur présence constitue une menace pour la survie de l'État sioniste. Durant des décennies l'État sioniste a tenté de brouiller leur identité palestinienne. Mais des évènements comme la répression de la grève générale du 30 mars 1976 , les attaques de civils juifs contre les palestiniens en octobre 2000 à Nazareth , ou encore les événements récents à Saint Jean d'Acre, ont constitué des signes évidents du fait que l'Etat juif ne céderait jamais rien aux palestiniens vivant en son sein. Face à la répression croissante, il est probable que la résistance s'intensifie et prenne des formes nouvelles sur les territoires occupés en 1948, puis fasse le lien avec celle qui se poursuit ailleurs en Palestine. En parlant des évènements récents à Saint-Jean d'Acre, un responsable du Jihad islamique a récemment déclaré : «ce qui arrive est une indication de la troisième Intifada». La résistance palestinienne pourrait donc à l'avenir se développer au cœur même de l'État sioniste. Cela constituerait le signal de la réunion de toutes les forces de résistance palestinienne et un énorme espoir pour la libération de la Palestine.